

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
28 février 2013
n° 2268
1,30 €

L'autonomie Touareg

Peio Uhalde
"ALKI"

Scop au top

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Naître ou renaître...

SAMEDI 23 février était officiellement lancé le nouveau parti politique de la gauche abertzale. Près de 400 délégués venus de tout Euskal Herria, dont de nombreux historiques, des anciens preso, des anciens d'Herri Batasuna, de Batasuna et d'ETA étaient présents à ce congrès fondateur célébré en grande pompe à Pampelune. Moment solennel: dix ans après l'interdiction de Batasuna par le gouvernement Aznar, huit mois après l'acceptation in-extremis de ses statuts «condamnant la lutte armée, dont celle d'ETA», la gauche abertzale réintègre enfin le jeu politique sous une forme pleinement légale.

Outre les discours classiques et attendus qu'une telle grand-messe pouvait laisser présager, le congrès de Pampelune a réservé son lot de nouveautés intéressantes. Tout d'abord, la nomination d'un président visible et identifiable. Pour un parti de gauche abertzale qui se réclame du socialisme, c'est une première. Les partis précédents disposaient d'un président selon leurs statuts mais il demeurait souvent inconnu du public. Hasier Arraiz, lui, incarne désormais la jeune garde, le nouveau visage de la gauche abertzale, aux côtés du secrétaire général dont le siège est resté vide samedi.

Arnaldo Otegi, puisque c'est de lui qu'il s'agit, est pourtant intervenu au cours de l'événement par le biais d'un texte lu par une militante. Toujours pertinent, celui par qui le grand virage politique est arrivé, appelait depuis sa cellule à «une révolution dans nos mentalités», ajoutant que «nous avons besoin de moins d'auto complaisance, de plus d'autocritique et plus d'auto organisation, de moins de consignes et de plus d'arguments». Appel explicite à un changement sur la forme, sur la rhétorique de la gauche abertzale, usées jusqu'à la corde, mais aussi à un changement dans les comportements. Précision nécessaire pour ceux qui, dans les années passées, ont pu reprocher à la gauche abertzale ses manières parfois peu respectueuses et ses tenta-

tions hégémoniques. Ces déclarations sont importantes pour les partenaires potentiels de Sortu qui assistaient à la naissance du parti, un brin interrogatifs. Ici, en Ipar Euskal Herria, la communication ne fut pas claire: Sortu ou pas Sortu? Après l'auto-dissolution de Batasuna annoncée en janvier, les autres partis de la coalition EH Bai se demandaient ce que ses militants allaient devenir. La réponse fut donc donnée samedi puisque trois représentants d'Iparalde figurent dans la direction de Sortu: Xabi Larralde, Jean-François Lefort et Iker Elizalde. Pour AB et EA, les intentions de Sortu sont donc, au vu des déclarations d'Otegi, de travailler différemment. La coalition EH Bai est d'ailleurs là pour démontrer que ce changement, en Iparalde du moins, est à l'œuvre.

Samedi, les nouveaux dirigeants déclaraient également ne pas vouloir être un «parti politique conventionnel». Privilégiant la démocratie interne, ils souhaitent que les décisions majeures soient actées au cours d'un «batzar nazional» réunissant 450 adhérents, représentant les villes et les territoires d'EH. Une sorte de grande AG telles que nous les pratiquons depuis bien longtemps à AB. Excellente nouvelle pour un petit parti comme le nôtre qui a toujours mis en avant ce mode de fonctionnement: Sortu donne plus de place au débat interne et au vote des militants; les pratiques de la gauche abertzale évoluent.

Enfin, autre source d'encouragement, un point précis était consacré au développement durable et local, différencié selon les régions. Dans sa recherche de nouveaux modèles de développement économique, la gauche abertzale affirme sa volonté d'évoluer vers des solutions alternatives, «asymétriques», adaptées aux contextes locaux, aux besoins des territoires, s'éloignant par là des solutions «nationales» monolithiques ou rigides.

Une naissance sous de bons augures. Souhaitons une belle vie à Sortu!

Legezkoak

SORTU alderdiaren lehen kongresua iragan zen larunbatean Iruñean. Alderdi berri horrekin, hamar urte baino gehiagoz legez kanpo egon den ezker abertzaleak izanen du berriz ere bere alderdia. Batasuneko arduradun izan zirenek (Pernando Barrena, Joseba Permach, Rufi Etxeberría, Xabi Larralde eta abar) berriz ere politika publikoki edo legearen babesean egiteko baimena dute. Kargu bat gelditu da bete gabe: idazkari nagusiarena. Berez, Arnaldo Otegi nahi dute kargu horretan. Preso dago, ordea, bidegabeko kondena betetzen. Gauzak anitz aldatu dira Euskal Herrian azken urteetan: atentaturik ez, mehatxurik ez, urte bat tortura salaketarik gabe, ezker abertzalea instituzioetan... Baina oraino badiara politika egiteagatik preso daudenak.

Espainiako Gobernuak eta PPK, ordea, ez dute ikusi nahi zenbat urrats egin den bake giroa eta demokrazia eraikitzeko. Azkenik, Antonio Basagoitik erran du Sortu legala izanik ere, ez daitekeela har demokrata gisa. Berriz ere eztabaida eta mamu zaharrekin: «demokratik eta biolentok». Aitzakia da Sortuk ez dituela ETaren iraganeko atentatuak gaitzetsi. Eta PPK frankismo garaiko krimenak? Eta Egunkaria-ren hestea? Barkamenik galdegin du? PPK ez zaio aski iruditu ETako buruzagi batzuek Pari-

seko auzitegian erran izana damutzen direla gatazkaren erantzule zuzenak ez ziren biktimengatik. Alabaina, PPren jarrera logikoa izan daiteke, hein batez. ETaren adierazpenak zer erran nahi du? Ez dela damutzen beste biktimengatik? Eta bestetik, zein dira erantzule zuzenak diren biktimak, eta zein ez? Lausoa da ETaren adierazpena. Baina urrats bat ere bada: lehen, biktima zibilengatik ez zuen holakorik erraten ETAk. Jendea «abisatua» zen Guardia Zibilararen kuartel baten ondotik pasatzea arriskutsua izan zitekeela, ETaren helburu zen lekua zenez gero. Orain, biktima zibil horiek hiltzearen damua agertu dute. Hastapen bat da.

Baina urrats horiek guztiak ez dituzte ikusi nahi, ez eta ere borroka armatua behin betiko bukatu delako seguramena ETako kide gogorren gisa aurkeztuak zirenek ematea. Argi da ez dela Espainiako eta Frantziako Gobernuen mugimenduen beha egon behar. Ezker abertzaleak ulertu du hori, eta beste eragileekin elkarlanean hasiko da independentzia helburu. Ipar Euskal Herriari begirako jarrera ere aldatu du, honen erritmoa eta berezitasuna gehiago kontuan hartuz. Batasuna espantu handiz sortu zutenek, orain berenganatu dute garai hartan gogor kritikatu zituztenen ildoak.



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Les revendications des Touaregs (I)

Au Mali, de la période précoloniale à 2008

● David Lannes

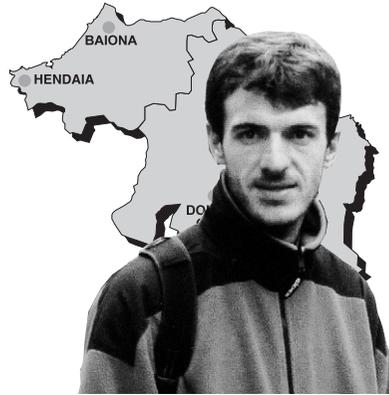
DÉPUIS l'indépendance du Mali en 1960, les Touaregs ont exercé sur "leur" pays une influence considérable alors qu'ils ne représentent qu'environ 10% de la population totale. C'est également une offensive des indépendantistes touaregs qui a indirectement conduit la France à intervenir militairement au Mali. Intéressons-nous donc un peu au sort et aux revendications de ces nomades installés au Sahara depuis de nombreux siècles, et plus précisément à ceux qui réclament l'indépendance de l'Azawad, un territoire qui regroupe les trois provinces de Gao, Tombouctou et Kidal au nord du Mali. La problématique touarègue dépasse bien sûr le cadre du seul Mali, et je reviendrai dans une prochaine chronique sur le Niger où elle prend un relief particulier du fait de son imbrication avec la question complexe de l'uranium exploité sur place par Areva.

Une certaine autonomie

En conquérant Tombouctou en 1895, les Français mirent fin au long règne des Touaregs sur le Sahara. Après avoir violemment écrasé les premières rébellions, les Français concédèrent aux Touaregs une certaine autonomie: exemption du service militaire, de l'impôt et... tolérance de l'esclavage! Bien que cela soit aujourd'hui très méconnu, la France créa même en 1957 une Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS) dont l'objet était «*la mise en valeur, l'expansion économique et la promotion sociale des zones sahariennes de la République française et à la gestion de laquelle participent l'Algérie, la Mauritanie, le Soudan [appellation coloniale du Mali], le Niger et le Tchad*». Elle était bien belle cette loi du 10 janvier 1957 instaurant l'OCRS, et dont l'article 1 promettait «*de promouvoir toute mesure propre à améliorer le niveau de vie des populations et à assurer leur promotion sociale dans le cadre d'une évolution qui devra tenir compte de leurs traditions*»... Bien belle, mais pas complètement désintéressée puisqu'un peu plus bas dans le texte, l'article 2-d prévoyait de «*susciter l'installation d'industries extractives et de transformation et de créer, lorsque les conditions le permettent, des ensembles industriels*». Cette OCRS fut quasiment morte née puisque le Mali accéda à l'indépendance en 1960, mais elle est assez représentative de la manière dont la France n'hésite pas à se servir de la carte touarègue pour arriver à ses fins. En retour, les opposants à la création de l'Azawad ne se privent pas de traiter les Touaregs de pions des Français pour discréditer leurs revendications.

Rebellions, répressions

La relative autonomie des Touaregs lors de la période coloniale fut paradoxalement un handicap lorsque le Mali accéda à l'indépendance en 1960 puisqu'aucune élite ne s'était formée dans le système éducatif colonial ou dans la lutte pour l'indépendance. Du jour au lendemain, les Touaregs se retrouvèrent donc appartenir à un pays complètement artificiel, non pas à cause de ses frontières, mais plutôt à cause de son étendue et de son manque de cohérence entre le Sud



et le Nord. Inévitablement, les mesures prises par le premier gouvernement du Mali indépendant se heurtèrent au mode de vie des Touaregs et certains se révoltèrent contre le gouvernement central. Cette "première rébellion touarègue" fut d'ampleur limitée mais sa répression sanglante en 1963-64 fut sans nul doute le ferment des soulèvements qui se sont succédés jusqu'à aujourd'hui.

La "seconde rébellion touarègue" éclata en 1990. Presque 30 ans après la répression de la première rébellion, les Touaregs étaient toujours traités comme des citoyens de second rang, et leurs revendications étaient alors davantage intégrationnistes que sécessionnistes. Le "pacte national", signé en 1992 en plein processus de démocratisation du Mali, mit temporairement fin aux hostilités en promettant d'aligner le statut des Touaregs sur celui des habitants du Sud du Mali. Il prévoyait par exemple «*l'intégration de combattants touaregs dans les forces armées maliennes, la démilitarisation du Nord, l'intégration économique des populations du Nord, et une structure administrative plus adaptée pour les trois régions du Nord*». Cet accord relativement audacieux n'eut malheureusement qu'un succès très limité puisque de nombreuses scissions affaiblirent les Touaregs, et que le Mali en profita pour ne pas tenir ses promesses. Les violences reprirent donc jusqu'en 1996, causant la mort de plusieurs milliers de personnes.

La donne a changé

Entre 2006 et 2008, la "troisième rébellion" suivit ce même triste scénario: une toute nouvelle organisation, le XXXA (XXX de l'Azawad) lance quelques attaques contre des forces gouvernementales et négocient une énième version du "pacte national" avec Bamako. Divisés sur le bien fondé de ces accords, les membres du XXXA font scission pour créer le YYYY, le ZZZA etc., et le gouvernement malien en profite pour ne rien faire — quand il n'attise pas les tensions ethniques en se servant des populations arabes, songhoi et peuls qui cohabitent avec les Touaregs sur les territoires de l'Azawad.

La grande offensive touareg de 2012 qui a servi de prélude à l'intervention française a toutefois montré que ce scénario n'était pas immuable: l'émergence de l'islamisme radical, la chute de Kadhafi, mais aussi une bien meilleure préparation politique et militaire des mouvements touaregs ont changé la donne. Je reviendrai dessus dans ma prochaine chronique.

●●● de lire dans sa rubrique "Chronique politique départementale" que *Sud Ouest* ne parle que du Pays Basque Sud. Valls est-il au courant de cette annexion?

●●● que, pour sa défense, Barthélemy Aguerre affirme avoir été «*grugé par bien plus malin que lui*». L'arnaqueur arnaqué?

●●● de voir circuler sur internet que Lur Berri était devenu le nouveau sponsor de l'Aviron Bayonnais. Pottoka demande son transfert!

●●● du tour de force du directeur de Lur Berri adressant une lettre d'explication de trois pages sur la fraude Spanghero à ses coopérateurs et ses salariés sans mentionner le nom de Barthélemy Aguerre. Transformer du cheval en bœuf, puis faire disparaître son vice-président, quel magicien!

●●● qu'à la suite d'accusations à caractère sexuel portées contre lui par d'anciens séminaristes qui auraient été ses victimes au cours de soirées arrosées, le Vatican pousse à la démission le cardinal écossais O'Brien, chef de l'église catholique du Royaume-Uni. Honni soit qui (pur) malt y pense!

●●● et réjouit que le tribunal de commerce de Bayonne ait accepté la reprise du laboratoire Bioluz à Saint-Jean-de-Luz par ses 49 salariés sous forme de Scop. Pour l'entreprise Donibandar plus besoin de perfusion.



Alki, une Scop au top

Confrontée, comme l'ensemble de la filière meubles, à des difficultés de positionnement en raison de la forte concurrence des fabricants des pays à bas coût, la Scop Alki a effectué en quelques années un redressement spectaculaire. Au terme d'une réflexion stratégique courageuse, la Scop s'est orientée vers la chaise design qui lui permet à présent d'être référencée par des acteurs des lignes haut de gamme. Au point, après être sortie de l'ornière, d'embaucher à nouveau des collaborateurs. Peio Uhalde, gérant de la Scop, a été l'artisan de cette révolution. Il répond à nos questions.

ENBATA: A ses débuts Alki a fait partie de ce mouvement qui a vu la naissance de plusieurs Scop pour revitaliser l'activité en Iparralde...

Peio Uhalde: Effectivement, Alki a été créé ex nihilo en 1982 à Itsasu, sous la forme Scop (coopérative ouvrière) par la volonté d'un petit groupe militant dont le postulat était de travailler et vivre au pays. La cible a longtemps été la chaise et les petits meubles traditionnels de style campagnard régional distribué par des enseignes généralistes sur toute la France et quelques marchés au Royaume-Uni et en Belgique.

Dans les années 2005, le secteur traditionnel de l'ameublement est mis à mal. On assiste, d'une part, à la concentration des revendeurs et, d'autre part, à l'arrivée sur le marché de nouveaux fabricants venus du sud de l'Europe, des pays de l'Est et d'Asie.

Nous subissons l'effet ciseaux: nous étions dans un marché où le consommateur était en attente de produits nouveaux et dans le même temps en concurrence avec des producteurs

aux prix défiants toute concurrence. Après avoir fait ce constat, nous étions dans l'obligation de réagir afin de trouver de nouvelles voies de développement.

Enb.: Autrement dit, pour rester en vie, il vous fallait bouger...

P. U.: Tout à fait. Il fallait bouger pour rester en vie. C'est à ce moment-là que nous démarrons une collaboration très étroite avec Jean-Louis Irtzoki, designer d'Ascaïn, qui avait créé sa propre agence et travaillait notamment avec Sokoa et plusieurs entreprises d'Hegoalde. S'appuyant sur le savoir faire de l'équipe Alki, Jean-Louis Irtzoki a su trouver une nouvelle écriture.

Le postulat est qu'un meuble est plus qu'un objet, il exprime un art de vivre. Ce n'est plus le meuble, c'est son univers qui est appréhendé dans son entier.

Enb.: A vous entendre, le design ne vous a pas apporté qu'un nouveau style, mais a suscité aussi une véritable réflexion stratégique?

P. U.: Une réflexion stratégique approfondie. Cette nouvelle production ne s'adressant plus à notre marché traditionnel, il a fallu nous faire connaître auprès des décorateurs, architectes d'intérieurs et boutiques design. Pour ce faire, nous travaillons avec une agence de communication de Tolosa en Gipuzkoa pour la mise en place de nos outils de communication.

Les premiers catalogues datent de 2009-2010. Ils présentent chaque collection avec sa propre petite histoire. Pour ne citer que deux exemples, notre gamme Laia est réalisée selon des processus strictement écologiques et à partir de composants naturels (chêne, feutre, laine...). La gamme Kimua, de son côté, est un clin d'œil à la mémoire, une collection intemporelle conçue dans le souci du détail et de la qualité. Une réinterprétation de la chaise paillée, tressée à la main, désormais aérienne et délicate.

En phase avec les segments de marché que nous visons, nos catalogues sont luxueux. Ils sont rédigés en quatre langues (français, anglais, euskara et espagnol) et présentent l'his-

“Nous avons un beau projet porteur d'avenir, projet à transmettre à une nouvelle génération d'Euskaldun qui voudra s'investir durablement pour poursuivre la belle aventure de la coopérative en gardant les valeurs d'origine.”

toire et la philosophie Alki: hand made, made in the Basque Country.

Enb.: On imagine que ce changement de cap ne s'est pas opéré du jour au lendemain?

P. U.: Les années 2007-2009 ont été compliquées à gérer car le marché traditionnel s'es-soufflait de plus en plus et nous avions encore peu de retour sur les nouveaux marchés alors qu'il était indispensable d'investir en création produits et marketing.

En 2009, pour accompagner les nouvelles réalisations, nous avons fait appel à nos partenaires bancaires: Oseo, établissement public partageant le risque, a soutenu le projet. Grâce à ce montage financier et diverses aides du Conseil général et de la Région, nous avons mobilisé près de 500.000 €. Cet apport nous a permis de mettre en place tous les outils de marketing (catalogues, site web, etc.) et de participer ainsi depuis plus de cinq ans au salon Now, design à vivre, le secteur le plus contemporain de Maison & Objet à Paris.

Depuis que le design a été intégré à sa cultu-

2006-an ALKI HUN
GOGOETAK EGIN ZI
ALKI RI ATERAB



re, Alki s'est complètement repositionnée: les trois quarts de notre fabrication relèvent des collections contemporaines signées Jean-Louis Irtzoki, Samuel Accoceberry et Patrick Norguet (chaque pièce est signée au fer chaud), ce qui a ouvert de nouveaux marchés.

L'année passée, nous avons embauché un cadre export, nous permettant de développer très fortement les marchés à l'export. 40% de notre activité est désormais à destination de l'Europe du Nord, la Suisse, l'Allemagne ou encore



L'atelier d'Alki



Jean-Marc-en kronika



Salut l'autiste !

C'ÉTAIT un peu avant l'été dernier. Une ancienne candidate abertzale, interrogée à la radio, s'insurgeait face à la énième extradition vers l'Espagne d'un militant présumé de l'ETA. "L'Etat français est autiste!" s'exclamait-elle. Ben, non. S'il était autiste, il ne l'aurait pas fait exprès. Et il n'est pas plus "aveugle" ou "sourde" à nos revendications. Il pose sciemment des actes, en bon neurotypique qu'il est. Il ne souffre pas d'anomalies des interactions sociales ou de la communication verbale ou non verbale. Pas plus que cet Etat n'a de centres d'intérêts restreints et stéréotypés. Il sait regarder dans nos yeux. Et souvent avec beaucoup d'insistance. Pourtant, c'est ce même Etat français qui a mal à ses différences, qui confond égalité avec uniformité, qui maltraite les immigrés, les prisonniers, les personnes en situation de handicap ou ses minorités nationales. Depuis des décennies il condamne les enfants avec autisme, qui deviendront forcément des adultes avec autisme, à cause de ce singulier retard français lié à la forteresse idéologique dans laquelle la majorité des professionnels français se sont enfermés (les tenants du tout psychanalyse) décriant toutes les avancées scientifiques internationales. Manque de dépistage précoce, méconnaissance de ce handicap chez les professionnels, fort retard dans la prise en charge, développement des méthodes d'accompagnement adaptées insuffisant, recours au milieu ordinaire encore marginal, faiblesse des aides financières allouées pour promouvoir les programmes ad hoc et maintenant recommandés par la Haute autorité de santé, 80% des enfants avec autisme non scolarisés, une situation dramatique pour les adultes, une recherche en panne, responsabilité et culpabilisation des mères et la persistance de préjugés

insupportable en enquête d'opinion... Car ni Dieu ni Lacan n'a à voir avec tout ça!

Après JJ, allez Jo!

Et on pourrait continuer cette longue litanie en arrêtant pourtant de ne taper que sur l'Etat car au lendemain de "Autisme: grande cause nationale 2012", même "notre" département continue sa promotion de poudre aux yeux en direction des familles et des associations en voulant systématiquement les entrainer vers des domaines hors compétences du CG. Alors que celui-ci a le devoir d'accompagner les bons projets de prise en charge pour les adultes. La visite de l'ancien président du CG en 2007 à Gautena (Structure spécialisée du Gipuzkoa et reconnue internationalement) n'aura pas servie à grand-chose... Il faut attendre du nouveau chef de l'exécutif palois, au-delà de ses prises de position au Sénat, qu'il mette en application le nouveau schéma départemental de l'autonomie avec notamment la création de structures pour adultes à taille humaine, innovantes et alternatives, et proposant, enfin, en Pays Basque Nord, des accompagnements adéquats.

Aux larmes citoyens!

Sachant qu'un enfant sur 150 naît actuellement avec ce handicap, et que le nombre total de personnes atteintes est évalué à 440.000, pourquoi n'y a-t-il qu'en France où l'autisme reste une insulte? La condamnation de la France en 2004 par le Conseil de l'Europe pour maltraitance envers des personnes fragiles n'a pas été assez dissuasive. L'affaire de l'autisme est au moins aussi scandaleuse que l'affaire du sang contaminé, de l'amiante, du médiateur ou du cheval travesti en bœuf...

Pour en savoir plus: www.autisme-france.fr

l'Australie.

En 2012, nous avons embauché quatre personnes en fabrication et nous sommes à la recherche de deux à trois personnes pour ce printemps. Nous avons également des partenariats avec plusieurs entreprises du Pays Basque Sud qui complètent les savoir-faire d'Alki.

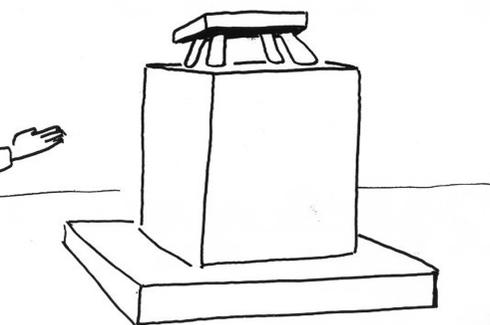
La notion d'équipe est une réalité du travail à Alki, le design étant au cœur du projet. La révolution n'est pas qu'esthétique. Le fonctionnement tout comme la communication de l'entreprise ont été revus de fond en comble.

La marque Alki est aujourd'hui reconnue pour sa politique de création qui échappe aux effets de mode, pour tracer la vision à long terme d'un design fonctionnel et authentique qui s'appuie sur les bases de l'ébénisterie et de la tapisserie.

Nous avons un beau projet porteur d'avenir, projet à transmettre à une nouvelle génération d'Euskaldun qui voudra s'investir durablement pour poursuivre la belle aventure de la coopérative en gardant les valeurs d'origine.

Geroan sinets
Ausart izanez
Gogor lan eginez
Elkartasunez.

UNTAN JARRIRIK
ZIREN
BIDE BAT AURKITZEKO !



Preso

● **Fièvre au procès.** Le 18 février, s'est ouvert à la Cour d'assises spéciale de Paris, le procès de dix militants d'ETA. Il devrait durer un mois. Sur le banc des accusés, Garikoitz Aspiazu "Txeroki" et son successeur à la tête de l'organisation, Mikel Karrera "Ata". L'une des parties civiles est cette famille de Orio, prise en otage à Messanges (Landes) en août 2007. Les militants refusent de répondre aux questions mais ils se lèvent lorsque

Txeroki prend la parole. Il réaffirme l'arrêt de la lutte armée pour ETA, et exprime ses regrets à l'égard des "victimes innocentes". Ces dernières paroles provoqueront l'indignation des Espagnols, qui y voient une discrimination honteuse. Deux audiences plus tard, à la suite d'une requête non satisfaite, les militants tournent le dos au tribunal. Ils se font expulser manu militari après une bagarre violente avec les gendarmes d'es-

corte. Leurs revendications concernaient le port des menottes, l'accès à la nourriture apportée par les proches, l'échange avec les familles présentes. Seule cette dernière demande avait été exaucée. Le procès se poursuivra sans eux.

● **Arrestations.** Deux militants présumés d'ETA, Oir Iburguren et Montxo Arkaiz ont été arrêtés le 21 février à Moulins (Allier). Armés, ils roulaient à bord d'une voiture volée.



La gauche indépendantiste a un nouveau parti

Après avoir renoncé à toute complaisance envers la violence d'ETA, cette mouvance abertzale clôt une décennie d'interdiction du pouvoir espagnol en donnant naissance à un nouveau parti.

400 militants de la gauche radicale abertzale venus des deux côtés de la Bidassoa ont participé samedi 23 février à Pampelune, au congrès constitutif du nouveau parti indépendantiste basque, Sortu (Naître).

C E descendant de Batasuna voit le jour après dix années d'interdiction. En effet, le parti Batasuna avait été interdit en 2003 car considéré par la justice espagnole comme une émanation d'ETA. Mais une décennie plus tard, la situation a changé. Il y a trois ans, la gauche radicale bannissait de ses principes toute forme de violence, fixant le dialogue politique comme seule issue au conflit basque. Puis en octobre 2011, ETA s'engageait à faire taire ses armes, sans contrepartie. C'est dans ce nouveau contexte que le Tribunal constitutionnel espagnol a reconnu les statuts du nouveau parti, Sortu, en juin dernier. Samedi, la formation a constitué son "conseil

gi. Incarcéré depuis octobre 2009, il purge une peine de six ans de prison pour avoir tenté de reconstituer la direction de Batasuna.

Samedi 23 février à Pampelune, la gauche indépendantiste basque a tourné la page d'une décennie d'illégalisation, prête à reconquérir l'électorat abertzale sous une nouvelle identité, Sortu "Naître". Mais surtout grâce à de nouveaux principes politiques basés sur le dialogue et le rejet de toute forme de violence. Des dogmes insufflés par Arnaldo Otegi et auxquels le mouvement adhère depuis trois ans.

« Cette stratégie nouvelle demande une véritable révolution de notre mentalité », a insisté Arnaldo Otegi dans une lettre adressée aux

“développer et renforcer les alliances et les accords adoptés par les forces abertzale, souverainistes et de gauche.”

nous organiser et lutter». «Les Etats espagnol et français continuent à nier la nature nationale d'Euskal Herria et son droit à l'autodétermination».

Renforcer les alliances

Un engagement traduit par la résolution approuvée à l'unanimité, visant à «développer et renforcer les alliances et les accords adoptés par les forces abertzale, souverainiste et de gauche». Objectif affiché: l'indépendance du Pays Basque. Désigné à la présidence de Sortu, le jeune parlementaire basque Hasier Arraiz martèle: «Il faut arrêter de patauger dans la piscine du statut d'autonomie. Nous avons besoin d'une mer de souveraineté pour Euskal Herria». Allusion aux revendications portées par le Parti nationaliste basque (PNV), actuellement à la tête du gouvernement autonome. Il poursuit «La pleine liberté est notre objectif».

Parmi le "conseil national" de la formation, on retrouve aussi des personnalités connues des militants abertzale au nord de la Bidassoa: Xabi Larralde sera un des trois porte-parole; Jean-François Lefort coordinateur du parti en Iparralde; quant à la journaliste du média numérique "Kazeta.info", Maite Ubiaria, elle aura en charge les relations internationales de Sortu.

D'autres grands noms de ce parti, comme Rufi Etxeberria et Joseba Permach, ont été désignés à des postes de responsabilité de Sortu. A cause de ses liens avec Batasuna, Sortu avait d'abord été interdit par la justice espagnole en 2011 avant d'être légalisé en juin 2012, sur décision du Tribunal constitutionnel. Entre temps, la gauche indépendantiste radicale basque s'est consolidée sur la scène politique d'Hegoalde.

Refus de se dissoudre

L'organisation armée basque avait annoncé le 20 octobre 2011 qu'elle mettrait fin à la violence, mais refuse depuis de se dissoudre et de rendre les armes comme le réclament les gouvernements espagnol et français. L'ex-chef militaire de l'ETA, Garikoitz Aspiazu Rubina, dit "Txeroki", a exprimé ses regrets à l'égard de ses victimes n'ayant "aucune responsabilité dans le conflit" lors de l'ouverture de son procès à Paris la semaine passée. Le gouvernement espagnol a rejeté ces regrets, estimant qu'ils constituaient une "mise en scène" avant le congrès de Sortu.



Hasier Arraiz, au meeting de Pampelune

national". Hasier Arraiz (40 ans, né à Vitoria-Gasteiz) a été élu à la tête du nouveau parti avec 90% des voix. Le Navarrais Fernando Barrena, l'avocate Amaia Izko et le Bayonnais Xabi Larralde exerceront le rôle de porte-parole. Les militants de Sortu ont réservé le siège de secrétaire général du parti au leader emblématique du mouvement, Arnaldo Ote-

représentants locaux réunis pour assister au baptême du nouveau parti. Depuis sa cellule de Logroño (dans la Rioja), le leader incarcéré, élu au poste de secrétaire général de Sortu, avertit ses sympathisants: «Imaginer que notre nouvelle stratégie se résume à l'abandon de la lutte armée ce serait une erreur [...] Nous devons parler, convaincre,



L'expansion polémique de Lur Berri, maison mère de Spanghero

La coopérative basque est devenue une holding agroalimentaire. Article paru dans Le Monde du 23 février.

CHEZ Lur Berri, on cultive d'ordinaire la discrétion. Avec l'affaire de la viande de cheval faussement estampillée «viande de bœuf», Barthélémy Aguerre, le vice-président de la coopérative basque, a toutefois dû apparaître en pleine lumière à Castelnaudary (Aude), en sa qualité de patron de Spanghero, société au cœur de ce scandale.

Lur Berri, dont le siège social est à Saint-Palais (Pyrénées-Atlantiques) —fief électoral de M. Aguerre, conseiller général (MoDem)—, est née de la fusion, en 1971, de deux coopératives agricoles du Pays basque et de la Basse-Navarre. Elle a grandi sans faire de bruit.

Revendiquant 5.000 agriculteurs adhérents, elle a présenté, en 2012, un excédent brut d'exploitation de 86 millions d'euros pour un chiffre d'affaires dépassant le milliard. Un bond spectaculaire de 85 % dû au rachat de Labeyrie (foie gras, saumon fumé). Lur Berri, qui doit sa fortune à la culture du maïs, était, depuis 2007, le fournisseur attitré des 3,6 millions de canards gras gavés à l'origine dans les Landes par cette société.

La même stratégie d'expansion et de diversification a conduit la coopérative à prendre le contrôle de Spanghero en 2009. Spécialisée dans les conserves et plats cuisinés, la PME familiale était au bord du dépôt de bilan. Lur Berri aurait racheté l'entreprise et la marque pour l'euro symbolique.

«On l'a remontée avec nos activités traditionnelles de fabrication», relève M. Aguerre, qui dit ne rien connaître au négoce de viande. Il assure que cette activité serait marginale dans le chiffre d'affaires de sa filiale audoise et évalue le bénéfice tiré des lots de «minerai» suspect à environ 250.000 euros — «une marge normale», selon lui.

Fuite en avant

M. Aguerre ne s'exprime pas, en revanche, sur la fermeture de l'abattoir de Castelnaudary, acquis parallèlement à l'entreprise par le biais d'Arcadie Sud-Ouest, dont il est aussi le président. Cette société de boucherie industrielle appartient à plusieurs coopératives, dont Lur Berri est l'actionnaire de réfère-

«M. Aguerre ne s'exprime pas. Il est aussi le président de la société de boucherie industrielle Arcadie qui appartient à plusieurs coopératives.»

rence avec 43 % du capital.

Basée à Rodez, Arcadie contrôle une dizaine d'abattoirs dans le Sud-Ouest et accompagne la concentration et la spécialisation observées dans ce secteur. L'abattoir de Tarbes, repris en 2012 et que l'entreprise voulait spécialiser dans la viande de porc, est sur la sellette. M. Aguerre a dit sa volonté de se désengager en raison des pertes enregistrées dans un autre abattoir acquis à Sarreguemines (Moselle).

A Saint-Palais, Sauveur Bacho se souvient du «combat» mené pour tenter de sauver l'abattoir municipal, fermé en 2003. Syndicaliste historique (CFDT) chez Lur Berri, maire d'une petite commune, ce militant de la gauche aberzale (indépendantiste) reproche aux dirigeants de la coopérative une fuite en avant, loin des circuits de proximité de ses origines.

Plus que l'épisode Spanghero, c'est le rachat de Labeyrie à des investisseurs islandais qui a frappé les esprits. «Ils ont voulu jouer en Ligue des champions», lâche M. Bacho, qui a du mal à avaler que la coopérative fabrique aussi «des blinis». Des critiques reprises par 70 agriculteurs du syndicat ELB, antenne basque de la Confédération paysanne. Ils ont manifesté lundi devant le siège de Lur Berri sous une banderole «S'entraider sans traders».

José Bové a apporté sa voix aux opposants à Lur Berri. Le député européen (EELV) rappelle qu'il a manifesté contre la coopérative, partenaire du semencier Pionner, qui voulait introduire des OGM en France. Pour M. Bové, Lur Berri est «une holding dont le business nie le territoire».

André Lamassoure (député européen, UMP) loue à l'inverse une «PME qui a su grandir» au point de devenir «la colonne vertébrale du Pays Basque», comme ses voisins du Béarn (Euralis) ou des Landes (Maïsador). Il se refuse d'instruire le procès de Lur Berri «à cause d'un fraudeur». Et ne craint pas de faire le parallèle avec le secteur bancaire: «La Société Générale aussi a eu un Kerviel».

Stéphane Thepot

Réponse à Maryse Cachenaout

LES représentants du Conseil de développement ont été surpris des propos de Maryse Cachenaout dans le n°2266 d'Enbata concernant la «marque territoriale». La confusion, dans ses propos, entre le projet de marque territoriale et le scandale récent autour de la viande de cheval, nous paraissent pour le moins mal inspirés. L'histoire de la viande de cheval, doit au contraire nous renforcer dans notre détermination collective à protéger, contrôler et sanctionner le cas échéant les attitudes trompeuses. Mais, il n'existe pas de sanctions sans règles.

C'est précisément parce l'immense majorité des produits et services de qualité de notre territoire ne disposent d'aucun outil de protection et de valorisation, et que l'image du Pays Basque est constamment pillée, que le projet de marque territoriale a été lancé.

Sans «marque» collective, fondée sur des critères exigeants de qualité et d'engagements sociétaux, l'effort des producteurs, des entrepreneurs et des salariés du territoire est directement mis en concurrence déloyale. Nous serions coupables de ne pas réagir face à un environnement qui nuit aussi à la visibilité des démarches agricoles de qualité auxquelles nous demeurons tous très attachés.

C'est pourquoi le Conseil de développement s'est engagée dans cette réflexion et a adopté à l'unanimité de ses membres (dont les acteurs agricoles de toutes sensibilités), un Avis en juin 2010, qui vise un projet de marque structuré, régulé, équilibré et valorisant les produits, services et activités du Pays Basque dans leurs dimensions économiques, sociales, écologiques et culturelles.

Amené à être co-proprétaire, avec le Conseil des élus, de cette marque —lorsqu'elle verra le jour officiellement— le Conseil de développement appelle l'ensemble des parties prenantes à plus de discernement dans l'approche de ce dossier; discerne sans lequel, un projet réellement vertueux —au bénéfice des producteurs locaux, des PME et des citoyens du Pays Basque— ne pourrait voir le jour.

Prenons garde à ne pas scier la branche territoriale sur laquelle nous reposons tous: cette solidarité collective est essentielle à la réussite de chacun. C'est notre responsabilité à tous, ne la fuyons pas!

**Jean-Baptiste Etcheto
président du Conseil
de développement du Pays Basque**



Un nouveau panorama du mouvement abertzale

● Xabi Larralde

DEUX évolutions importantes se sont produites en l'espace de quelques semaines au sein du mouvement abertzale. D'une part, le 9 février EH Bai a annoncé sa mutation en mouvement politique pérenne. D'autre part, samedi dernier, s'est tenu le congrès fondateur de Sortu qui sera structuré sur l'ensemble des sept provinces. Ces mouvements se produisent sur deux plans qui sont complémentaires. EH Bai a pour vocation de devenir l'outil de rassemblement large des abertzale de gauche. L'enjeu est simple à définir: les derniers résultats électoraux ont positionné EH Bai comme troisième force politique d'Ipparalde; il s'agit à partir de maintenant de renforcer cette position, et de faire en sorte que le mouvement abertzale de gauche représente sur l'échiquier politique d'Ipparalde une force efficace capable d'initier/provoquer des changements dans le sens du projet que nous prônons pour Euskal Herria. Parrainé par 3 partis — AB, EA et maintenant Sortu — EH Bai a ainsi un potentiel qui dépasse largement ces trois composantes. C'est également vrai au niveau militant. Ainsi, les résultats d'une enquête menée l'an dernier auprès de 1.500 abertzale de gauche montrent que seuls 40% de ces derniers sont encartés dans nos partis existants. L'objectif d'EH Bai est donc de proposer un espace de travail en commun attractif pour une masse de militants bien plus impor-

tante que celle de nos partis respectifs. Il ne s'agit donc pas seulement d'agréger nos forces, mais de créer une synergie vis-à-vis d'un potentiel militant très large qui implique qu'EH Bai se structure petit à petit selon un mode de fonctionnement propre offrant toute sa place à l'ensemble des militants abertzale de gauche, déjà encartés ou pas. Par ailleurs, Sortu constitue une nouvelle configuration d'une des trois composantes partenaires d'EH Bai. On peut considérer que cette nouvelle formation aura un profil plus idéologique que celui d'EH Bai. Dans l'axe de différenciation gauche/droite, Sortu se positionne à l'extrême gauche. De même, au niveau de la conception de l'abertzalisme, la "marque" de Sortu a trait à un mode de fonctionnement intégré sur l'ensemble d'Euskal Herria. Moins accès peut être sur l'activisme politique à tout crin, Sortu se veut être une force de réflexion et de proposition. Et de fait, 80% de l'action politique du mouvement abertzale de gauche sera menée demain en pratique par EH Bai, selon un fonctionnement qui, à terme, lui sera propre. Car il appartient à EH Bai d'assurer en Ipparalde le portage d'un accord stratégique signé entre AB, EA, Ezker Abertzalea, Aralar et Alternatiba. En effet, la déclinaison pour Ipparalde de cet accord positionne dans le pot du travail en commun (étiqueté EH Bai) des axes d'intervention politiques fondamentaux comme le

“

Dans l'axe de différenciation gauche/droite, Sortu se positionne à l'extrême gauche. De même, au niveau de la conception de l'abertzalisme, la "marque" de Sortu a trait à un mode de fonctionnement intégré sur l'ensemble d'Euskal Herria."

débat sur la reconnaissance institutionnelle d'Ipparalde, la gestion du processus de résolution, la construction nationale, le combat pour l'officialisation de l'euskara, l'engagement en faveur des luttes sectorielles et sociales, et les élections. Enfin, toujours au titre de l'accord stratégique cité, un mode de coordination va se mettre en place à l'échelle du 7ak Bat entre les cinq formations signataires. On peut le constater aujourd'hui, de la nouvelle donne politique en Pays Basque émerge un nouveau panorama du mouvement abertzale qui clôt la séquence précédente de division, et qui met le mouvement abertzale en Ipparalde en situation de se doter d'une force de frappe politique jamais égalée.

Sur votre agenda

Martxoa:

- **Vendredi 1^{er}, à partir de 13h45, ZIBURU** (ikastola Piarres Larzabal). Carnaval celtique-irlandais.
- **Vendredi 1^{er}, à partir de 18h, BIARRITZ** (librairie EKI 21). Michel Oronos dédicacera son livre "13 - Enfin Don Aillet vint".
- **Vendredi 1^{er}, 21h, AZKAINE** (Gaztetxe Kilika). Repas bertsolari avec Odei Barroso et Ortzti Idoate organisé par Herrira et Korrika kulturala. Prix : 15 euros, pour réserver: 06 28 20 13 73.
- **Samedi 2, 16h, HIRIBURU** (place de la Mairie). Carnaval.
- **Samedi 2, 17h, ZIBURU** (local Marinela). Zineburu: "Sua", film en euskara organisé par Baltsan.
- **Jeudi 7, 18h30, DONIBANE GARAZI** (Salle d'honneur de la Mairie). Conférence de Maite Lafourcade «Le statut juridique de la femme basque sous l'ancien régime», suivie par l'inauguration de l'exposition «L'Art au Féminin VII – EmazteArtea Garazin».

Journée internationale des luttes des femmes

E MAZTEEK Diote organise trois soirées-débats.

Jeudi 7 mars, 21h, HAZPARNE, (salle Haritz Barne). "Wadjda", film réalisé par une saoudienne Haifaa Al Mansour et tourné dans son propre pays, traitant du poids des traditions, de la religion imposées aux femmes en Arabie Saoudite. Après la projection, débat sur la vie des femmes dans les pays musulmans. Boissons et pintxos bio offerts par Emazteek Diote.

Vendredi 8, 20h, HAZPARNE,

(maison des associations Eihar-tzea).

Echange-débat autour des "Valeurs féminines-valeurs masculines". Soirée organisée dans le cadre de Korrika Kulturala en partenariat avec AEK.

Vendredi 22, 21h, KANBO (cinéma l'Aiglon). "Omblin", film réalisé par Stéphane Cazes qui relate le vécu des femmes en prison avec leurs bébés. Après la projection, témoignages d'ex-prisonnières, participation de l'association Etxerat.

Sommaire

- Alki une Scop au top 4 et 5
- La gauche indépendantiste a un nouveau parti 6

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190